

# Qui sont les Gilets Jaunes ? Une enquête pionnière d'un collectif de chercheurs

<https://www.laurent-mucchielli.org/index.php?post/2018/12/11/Qui-sont-les-Gilets-jaunes-Une-enquete-pionniere>

11 12 2018



Collectif d'universitaires, nous avons lancé, dès la fin du mois de novembre, une enquête de terrain pour comprendre le mouvement des « gilets jaunes ». Nous sommes allés les rencontrer dans différentes régions de France, dans les manifestations et sur les ronds-points. Nous livrons ici les premiers résultats sur les profils et les motivations qui apparaissent derrière les « gilets jaunes ».

L'ampleur du mouvement et la rapidité avec laquelle il s'est constitué, en dehors des organisations syndicales et des partis, tout comme ses modes d'action et ses mots d'ordre interpellent. Qui sont les « gilets jaunes » ? Que souhaitent-ils ? Assiste-t-on à un renouvellement profond des modalités de la protestation et de la politique ? Faut-il y voir un retour de formes traditionnelles de révoltes populaires ? Comment un tel mouvement est-il susceptible d'évoluer dans le temps et comment comprendre sa portée ?

S'il n'y a pas de portrait type des manifestants, puisqu'une des caractéristiques du mouvement est sa diversité, les « gilets jaunes » sont d'abord des personnes, hommes et femmes, qui travaillent (ou, étant retraités, ont travaillé), âgées de 45 ans en moyenne, appartenant aux classes populaires ou à la « petite » classe moyenne.

Les résultats, encore très provisoires, présentés ici s'appuient sur l'analyse de 166 questionnaires distribués auprès des participants aux actions sur les ronds-points et aux péages, ou lors des manifestations ayant eu lieu les 24 et 1er décembre, par une équipe d'une dizaine de chercheurs et d'étudiants. Le questionnaire a été élaboré de manière à recueillir des informations détaillées et précises sur les participants.

## **Une surreprésentation des employés et une sous-représentation des cadres**

Certaines catégories apparaissent comme particulièrement surreprésentées au sein des « gilets jaunes » qui nous ont répondu. C'est le cas des employés, qui constituent 33 % des participants (soit 45 % des actifs présents, contre 27 % de la population active française). Ils sont plus de deux fois plus nombreux que les ouvriers, qui représentent 14 % des participants. Les artisans, commerçants et chefs d'entreprise sont également particulièrement nombreux : 10,5 % des participants (14 % des actifs présents, contre 6,5 % de la population active française).

À l'inverse, les professions intermédiaires et les cadres sont peu représentés : les premiers comptent pour 10 % des participants (13 % des actifs présents, contre 26 % de la population active française); les seconds sont à peine 5 % des participants (7 % des actifs présents, contre 18 % de la population active française) dans les cortèges et blocages qui ont eu lieu entre le 24 novembre et le 1er décembre. Un quart des participants au mouvement des « gilets jaunes » appartient à la catégorie « inactifs »; pour la majeure partie, il s'agit de retraités.

### Des manifestants « d'âge moyen »

Les « gilets jaunes » participant à l'enquête ont en moyenne 45 ans, un peu plus que l'âge moyen de la population française, qui s'élève à 41,4 ans. Les classes d'âge les plus mobilisées sont les 35-49 ans (27,2 %), puis les 50-64 ans (26,6 %) et les 25-34 ans. Les 18-24 ans représentent 6,2 % des participants; les plus de 65 ans, 17,3 %.

### Un mouvement mixte

Les hommes (54 %) sont un peu plus nombreux que les femmes (45 %). Cependant, la forte proportion de femmes, appartenant souvent aux classes populaires, une catégorie sociale traditionnellement peu mobilisée politiquement, est un fait notable. On y lit une propension de femmes à manifester identique à celle que nous avons observée dans les cortèges des 24 novembre et 1er décembre. Un écart comparable (55 % d'hommes, 44 % de femmes parmi les répondants) était observé dans le questionnaire administré dans la Manif pour tous du 16 octobre 2016.

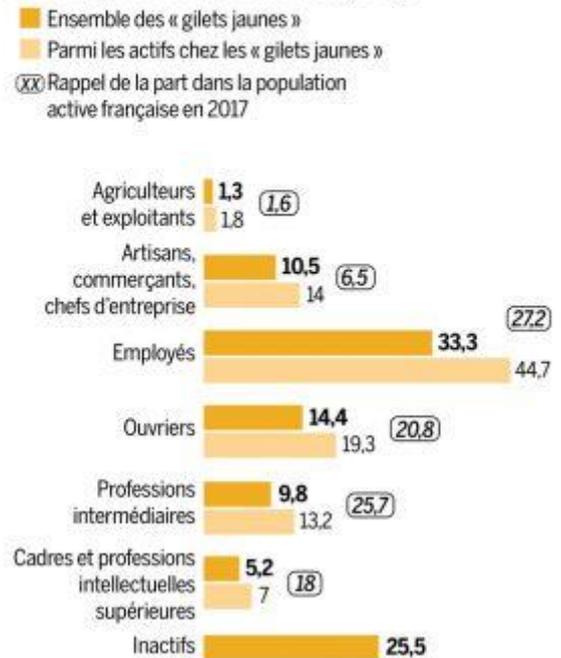
Les femmes ont toujours manifesté, comme le montrent de nombreux travaux historiques. Elles sont en revanche ici plus visibles. À cela plusieurs raisons : sans porte-parole officiel, représentants syndicaux et politiques, qui sont habituellement des hommes, et en absence de structures, les médias sont contraints de tourner le regard vers les participantes et participants « ordinaires ». La forte dimension sociale du conflit et la centralité des revendications sur les conditions matérielles d'existence dans le mouvement social participent à la visibilité des femmes.

### Une surreprésentation des bacheliers et des titulaires de CAP et BEP

Quelque 20 % des personnes interrogées sont diplômées du supérieur (contre 27 % de la population générale, données Insee 2014); 5 % des participants ont un bac + 4 et au-delà, tandis que les deux niveaux de diplôme les plus représentés sont les détenteurs de BEP et CAP, qui sont 35 % (contre 24 % dans la population générale), et les bacheliers (29,3 % des répondants, contre 16,5 % de la population générale). Seuls 15,4 % des participants ont un

Premiers résultats de l'enquête « Gilets jaunes » (équipe questionnaires), réalisée auprès de 166 personnes les 24 novembre et 1<sup>er</sup> décembre

#### Répartition des personnes interviewées selon leur catégorie socio-professionnelle (en %)



diplôme inférieur au brevet (31,4 % de la population générale). Toutefois, le 8 décembre, nous avons reçu davantage de réponses de la part de personnes ayant un diplôme de master ou équivalent. Se dessine ainsi une population de participants ayant des niveaux de qualification intermédiaires.

### **Des mobilisés aux revenus modestes**

Quelque 55 % des répondants nous déclarent être imposables (une proportion presque identique à la population générale) et 85 % indiquent posséder une voiture.

Le revenu médian du foyer déclaré représente 1 700 euros par mois, soit environ 30 % de moins que le revenu médian moyen déclaré de l'ensemble des ménages (enquête « Revenus fiscaux et sociaux » 2015 de l'Insee).

Les participants aux actions des « gilets jaunes » sont donc pour la majorité d'entre eux des individus aux revenus modestes. Ils n'appartiennent pas aux catégories les plus précarisées économiquement : 10 % d'entre eux déclarent avoir un revenu inférieur à 800 euros par mois (contre 519 euros pour les 10 % des ménages français les plus pauvres).

### **Des primo-manifestants en nombre et des modes d'action variés**

Pour presque la moitié des répondants (47 %), le mouvement des « gilets jaunes » constitue leur première mobilisation. Seuls 44 % ont déjà participé à une grève. Il s'agit donc de participants peu rompus à l'action collective. Aux questions posées sur les formes d'action collective que la personne serait prête à accomplir ou à laquelle elle a déjà participé, la manifestation est le mode d'action le plus plébiscité (81 %), suivi par la pétition (69,4 % d'entre eux déclarent en avoir déjà signé une).

Presque 9 participants sur 10 rejettent les modes d'action impliquant des violences aux biens, mais 58,8 % d'entre eux se déclarent par exemple prêts à occuper un bâtiment administratif. La moitié exclut également l'idée d'aller manifester à Paris, les répondants évoquant des raisons économiques, la violence et la nécessité de rester visible en province pour justifier ce choix. Sur le consentement à l'impôt, seuls 5 % des participants déclarent avoir déjà refusé de payer l'impôt, tandis que 58,4 % l'excluent complètement comme moyen d'action. Des analyses séparées ont d'ailleurs relevé très peu de différences entre les réponses des hommes et des femmes.

### **Un rejet des organisations représentatives traditionnelles et des orientations politiques atypiques**

Notre enquête confirme également le large rejet des organisations représentatives traditionnelles : 64 % considèrent que les syndicats n'ont pas leur place dans le mouvement, 81 % pensent de même pour tous les partis politiques.

Ce rapport de distance ou de méfiance à l'égard du système de représentation institué se retrouve lorsque les répondants sont invités à se situer sur l'échelle gauche-droite.

La réponse dominante consiste à se déclarer comme apolitique, ou « ni de droite ni de gauche » (33 %). En revanche, parmi ceux qui se positionnent, 15 % se situent à l'extrême gauche, contre 5,4 % à l'extrême droite; 42,6 % se situent à gauche, 12,7 % à droite et, surtout, seulement 6 % au centre. En comparaison, un sondage conduit par Ipsos en avril montrait que 22 % des Français rejettent le clivage gauche-droite, quand 32 % se situent à gauche et 39 % à droite. Cette grande diversité du rapport au politique est un élément majeur de la singularité du mouvement.

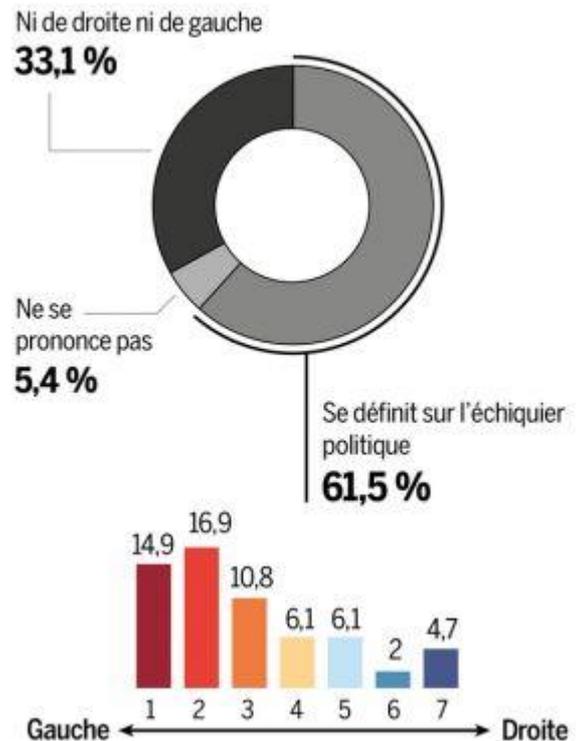
### Les motivations : pour le pouvoir d'achat et contre une politique favorable aux riches

Pour les répondants, il s'agit moins d'une révolte contre une taxe en particulier, ou pour la défense de l'usage de la voiture, qu'une révolte contre un système fiscal et de redistribution jugé inique. Une révolte contre les inégalités, mais aussi contre une parole politique qui les méprise et les infériorise symboliquement. Il s'agit à la fois de défendre leur pouvoir d'achat et leur accès à un standard de vie (notamment les loisirs, de plus en plus inaccessibles) et d'une exigence de respect à leur égard et de reconnaissance de leur dignité de la part du personnel politique (gouvernement et président de la République).

Nous avons invité les participants à s'exprimer sur leurs motivations à travers une question ouverte en début du questionnaire (« Pourquoi manifestez-vous aujourd'hui ? »). Un pouvoir d'achat trop faible est le premier motif évoqué (plus de la moitié des répondants). Plusieurs personnes se plaignent de ne plus pouvoir s'offrir le moindre plaisir (« J'ai la vingtaine et j'ai pas une thune. Si je veux sortir, je dois me mettre à découvert »). Des mères de famille nous font part de leurs fins de mois difficiles (« J'aimerais bien que mes enfants puissent avoir à manger dans leurs assiettes, et pas que des patates les deux dernières semaines du mois »), qui entraînent parfois des difficultés de logement, dont ont témoigné aussi bien des jeunes étudiants (« Je n'ai pas les moyens de me loger, je vis dans la dépendance d'une amie ») que cette mère de famille (« Nous étions obligés de descendre dans le Sud pour vivre chez ma belle-mère »).

Suit, dans la liste des motivations, le fardeau fiscal trop important (69 répondants, dont 18 qui pointent explicitement le prix élevé du carburant). Près d'un sur cinq déclare être là pour protester contre le gouvernement actuel et demande la démission d'Emmanuel Macron, évoquant l'« arrogance » de l'exécutif. Les termes de « monarchie », d'« oligarchie » ou de « dictature » reviennent pour souligner son caractère illégitime. On voit poindre le 24 novembre, puis se confirmer le 1er décembre, la demande de réformes institutionnelles. Un

Sur une échelle de 1 à 7, vous vous définissez plutôt à gauche (1) ou plutôt à droite (7) ? (en %)



dixième des enquêtés demandent des réformes institutionnelles. Cette tendance semble accentuée chez les participantes et participants aux cortèges du 8 décembre.

Une deuxième question ouverte portait sur les mesures que le gouvernement devrait prendre pour répondre aux revendications des « gilets jaunes ». La réponse la plus fréquente est sans surprise une baisse des taxes et impôts, évoquée spontanément par un tiers des répondants. Pour 48 enquêtés, des mesures pour augmenter le pouvoir d'achat sont également nécessaires. Parmi eux, 28 personnes demandent une augmentation du Smic, voire des salaires en général, 14 une augmentation générale du pouvoir d'achat, 8 une augmentation des retraites. Des demandes de redistribution des richesses reviennent dans les réponses de 36 participants : 19 demandent spontanément la réintroduction de l'ISF, 5 une répartition plus juste des impôts.

### La présence de revendications institutionnelles, en plus des revendications sociales

Plus d'un cinquième des répondants demandent d'ailleurs tout simplement que le gouvernement écoute les citoyens, « qu'il se mette à [leur](#) place ». Il s'agit ainsi d'une des préoccupations principales des personnes rencontrées.

Enfin, une des spécificités de ce mouvement est la présence de revendications institutionnelles, en plus des revendications sociales. Ainsi, 26 personnes ont déclaré que des réformes institutionnelles importantes seront nécessaires pour qu'elles puissent considérer que le mouvement est un succès : 18 en demandant des changements parfois fondamentaux (par exemple, en réclamant une « réforme totale de l'État », « un autre système politique » ), 8 en demandant la fin des privilèges des parlementaires et 4 en se disant convaincus de la nécessité d'une VIe République.

Il est à noter que seulement 2 des 166 personnes interrogées ont mentionné la gestion de l'immigration dans leurs réponses aux deux questions présentées. Cela invite à reconsidérer les analyses qui font du mouvement une émanation de l'extrême droite.

### Une plus grande justice sociale et la demande d'écoute de la part du pouvoir

Les deux principales motivations des personnes mobilisées apparaissent donc comme étant une plus grande justice sociale (qu'il s'agisse d'un système fiscal faisant davantage participer les plus aisés, d'une meilleure redistribution des richesses ou encore du maintien des services publics) et la demande d'écoute de la part du pouvoir. Au contraire, les revendications nationalistes, liées notamment à l'identité ou à l'immigration, sont très marginales, démentant l'idée d'un mouvement qui serait noyauté par les électeurs ou les militants du Rassemblement national. Comme le souligne le sociologue Alexis Spire, auteur de [Résistances à l'impôt, attachement à l'État](#) (Seuil, 2018), c'est avant tout le sentiment d'injustice fiscale, plus prégnant chez les classes populaires, qui explique cette mobilisation.



En résumé, cette révolte est bien celle du « peuple » - comme se revendiquent nombre de personnes interrogées - au sens des classes populaires et des « petites » classes moyennes, celle des revenus modestes. Dès lors, plusieurs éléments font des « gilets jaunes » une contestation singulière par rapport aux mouvements sociaux des dernières décennies. Outre son ampleur, la forte présence des employés, des personnes peu diplômées, des primo-manifestants et, surtout, la diversité des rapports au politique et des préférences partisanes déclarées font des ronds-points et des péages des lieux de rencontre d'une France peu habituée à prendre les places publiques et la parole, mais aussi des lieux d'échange et de construction de collectifs aux formes rarement vues dans les mobilisations.

**Pour le collectif de chercheurs :**

Camille Bedock, Centre Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux, CNRS

Antoine Bernard de Raymond, Irisso, université Paris-Dauphine, INRA

Magali Della Sudda, Centre Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux, CNRS

Théo Grémion, diplômé d'un master de géopolitique de l'université de Genève et d'une maîtrise d'urbanisme de l'université Paris-X

Emmanuelle Reungoat, Centre d'études politiques de l'Europe latine, université de Montpellier

Tinette Schnatterer, centre Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux, CNRS

- Contact : Magali Della Sudda - m.dellasudda (at) sciencespobordeaux.fr